



Compte-rendu du CTL du 5 octobre 2017

Réuni en deuxième convocation, suite au boycott intersyndical du 3 octobre (attaque contre les droits des défenseurs des personnels et donc des agents eux-même), le CTL 44 s'est réuni le 5 octobre 2017.

Adaptation des Structures et du Réseau (ASR) : La casse continue !

La direction de Loire Atlantique a rencontré les élus et va rencontrer de nouveau les agents. En résumé, elle maintient son projet de fermeture des 4 trésoreries : Bouaye, Derval, Mindin et Montoir. La DRFiP 44 assume ses choix en déclarant : « **fermer 4 trésoreries, ce n'est pas trop attaquer un réseau de 60 services** » !!!

L'intersyndicale continuera à rencontrer les agents et les élus pour s'opposer au recul du service public fiscal et comptable en Loire Atlantique. Elle proposera des actions sur les sites menacés. La direction s'engage, enfin, à fournir des fiches d'impact (conséquences RH pour les agents notamment). Pour Solidaires Finances Publiques, la priorité doit être la prise en compte des situations personnelles, familiales et de la charge de travail des agents des sites fermés, comme ceux des sites «accueillants» les missions transférées.

TRAVAUX
EN COURS

Travaux :

- Nantes Cambronne (4ème étage de Graslin) :

Une convention entre la DRFiP, l'Éducation Nationale et la Préfecture doit être signée prochainement. À l'issue de celle-ci, les opérations d'appel d'offre et de marché public seront lancées. Les travaux de toiture et de façade commenceront à l'issue de cette procédure.

En raison du montant et de l'ampleur des travaux (4M€), l'antenne immobilière (DG) sera maître d'ouvrage.

- Saint Nazaire - De Gaulle

Suite aux inondations cet été au Centre des Finances Publiques, une première tranche de travaux concernant l'écoulement des eaux pluviales a été effectuée en septembre.

Après expertise, des travaux et des opérations de ventilation seront mises en œuvre.

Budget : C'est la dèche !

Les chiffres du budget sont éloquentes : près de 9 M€ en 2015 et 6 M€ en 2017 soit une baisse de 30 %.

La DRFiP44 finira son exercice budgétaire en large déficit et ne pourra pas payer ses fournisseurs.

À titre d'exemple, si la DRFiP avait acheté 1 600 éphémérides, elle aurait amputé ses dernières réserves de plus de 20 %.

La DG a décidé de ne plus abonder les budgets des directions locales en difficulté ... mais elles le sont toutes !

Solidaires Finances Publiques revendique, en plus des moyens humains, les moyens budgétaires nécessaires au bon exercice de toutes les missions et dénonce les «5 milliards d'euros d'économie à réaliser pour boucler le budget 2017 (Darmanin juillet 2017).»



Bilan CHSCT et DUERP : Quelle prévention pour les agents ?

Une fois encore, la Direction s'est contentée de nous présenter le bilan déjà présenté en CHS-CT.

Solidaires Finances Publiques dénonce donc une nouvelle fois le manque de volonté de la Direction de mettre en œuvre une véritable politique de prévention et d'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des agents.

Dans ce contexte, la nouvelle campagne du DUERP doit être l'occasion, pour les

agents, de s'exprimer librement sur leur travail et d'agir directement sur leurs conditions de travail.

Solidaires Finances Publiques exigera de la Direction qu'elle rende compte des mesures qu'elle entend mettre en œuvre pour répondre aux remarques, aux propositions et aux inquiétudes des agents.

Solidaires Finances Publiques invite tous les agents à participer activement aux réunions dédiées au recueil des risques (aucun sujet ne devant être tabou : organisation du travail, risques psychosociaux...).

Campagne IR :

Tout va bien dans le meilleur des mondes !

Dans une présentation chiffrée, sans commentaire, sans analyse et sans perspective, la Direction se félicite d'une campagne IR sans problème !!!

On note cependant une hausse significative de l'accueil physique (+8%) malgré la publicité exacerbée pour les services en ligne et la prise en charge téléphonique par le centre de contact de Chartres.

Pour Solidaires Finances Publiques la présence physique de nos services demeure plus que jamais nécessaire au regard des besoins de la population.

Chateaubriant : encore une fusion

Les 3 secteurs d'assiette de Chateaubriant vont fusionner en deux secteurs au 01/01/2018. D'après la DRFiP cela constituerait une amélioration des conditions d'exercice des missions.

Pour Solidaires Finances Publiques, les suppressions d'emploi, les vacances de poste sont à l'origine de ces fusions qui, loin d'alléger la charge de travail des agents, alourdissent leurs missions et dégradent leurs conditions de vie au travail.

Pour Solidaires Finances Publiques les fusions de services constituent pour la DRFiP des sources pour les futures prélèvements d'emplois.

En résumé ; on supprime, on fusionne, pour supprimer encore, puis fusionner encore...

Cantine :

Solidaires Finances Publiques a exigé le maintien de la cantine de Chateaubriant. La direction a répondu que le dossier est toujours en cours.

Solidaires Finances Publiques continuera d'interpeller la Direction pour que les conditions de restauration des agents de Chateaubriant perdurent.

Pôle de Régularisation Déconcentré (PRD) : Et après ?

Interrogé par Solidaires Finances Publiques suite à l'annonce de Darmanin sur la fin du régime de faveur des fraudeurs au 31/12/2017, la Direction a confirmé le maintien du Pôle Régional Déconcentré jusqu'au 31/12/2018.

Installé depuis juin 2016, le pôle a traité 752 dossiers pour 22 M € en droits et 10 M € en pénalités. Au niveau national, le STDR a récupéré 7,8 milliards d'euros d'impôt depuis 2013.

A Nantes, il reste en stock environ 1 500 dossiers, sans compter l'afflux plus que probable de nouvelles déclarations d'ici la fin de l'année.

Pour Solidaires Finances Publiques, gageons que l'administration, dès janvier 2018, mettra autant de moyens pour renforcer les services en charge de la lutte contre la fraude fiscale !

Ci-dessous la déclaration liminaire de Solidaires Finances Publiques 44

Déclaration liminaire CTL du 5 octobre 2017

Madame la Présidente,

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement les annonces destinées aux fonctionnaires sont particulièrement négatives.

Ainsi, on peut citer le nouveau gel du point d'indice (vraisemblablement sur l'ensemble du quinquennat), le retour du jour de carence, l'augmentation de 1,7 points de la CSG, la suppression de 50 000 emplois dans la Fonction Publique d'État sur l'ensemble du quinquennat, la baisse des crédits de fonctionnement.

Bref, on l'aura compris, la Fonction publique sera en première ligne des mesures austéritaires de baisse des déficits publics pour rentrer dans les clous des «sacro-saints» 3% imposés par l'Union Européenne.

Le Projet de Loi de Finances pour 2018 (PLF 2018), présenté le 27 septembre dernier, confirme pour la DGFIP cette politique de démantèlement avec, à nouveau, la suppression nette de 1600 emplois.

Ainsi, la DGFIP supportera la totalité des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État pour 2018.

De ce point de vue le message de la Direction Générale, paru sur Ulysse le 28 septembre dernier, a quelque chose d'indécent en laissant penser que ce « n'est pas si terrible que cela » quand il fait référence aux 1,56% du total des emplois que cela représente.

C'est scandaleux, car il se garde bien de mentionner que depuis la création de la DGFIP c'est plus de 20 000 postes qui ont été sacrifiés. C'est l'équivalent d'un plan social à l'intérieur de la Fonction Publique.

Par ailleurs, le ministre Darmanin a bien confirmé, devant plusieurs interlocuteurs, que l'objectif des 50 000 suppressions d'emplois sera tenu.

Quand on sait que les priorités iront à la police, l'armée, la justice et à l'éducation nationale, il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que la DGFIP et Bercy en seront les principales victimes.

De plus, le 1er ministre, en initiant le Plan d'Action Publique 2022 et la mise en place du Comité Action Publique 22 (CAP 22), s'inscrit dans la droite ligne de la RGPP de Nicolas Sarkozy et la MAP de François Hollande.

Bien sûr la feuille de route doit respecter les orientations du Président de la République : baisse de la dépense publique, rétrécissement du rôle de l'État.

Mais l'analyse concomitante des 4 points spécifiques et des cinq chantiers transversaux contenus dans la circulaire du 26 septembre est porteuse de lourdes menaces, notamment sur le périmètre et la nature des interventions de l'État (et donc sur les missions et leur transfert aux collectivités territoriales ou au privé) et sur l'organisation territoriale des services publics.

Le calendrier annoncé (le Comité devant faire des propositions avant

l'été 2018) montre que les dés sont déjà jetés, la doctrine de regressions sociales déjà arrêtée, le service public sans cesse présenté comme un coût.

Il ne s'agit pas, comme le présentera le pouvoir politique, d'un débat général sur les services publics, leur place, leur rôle et leur financement. Ce débat, tout à fait légitime dans une démocratie, mériterait d'être plus ambitieux, plus large et qu'on lui accorde plus de temps.

Solidaires Finances Publiques réaffirme fermement son opposition à l'ensemble de ces orientations qui sont uniquement dictées par l'idéologie néo-libérale budgétariste et une optique strictement comptable de l'organisation d'une société.

Aussi, nous appelons avec l'intersyndicale les agents de la DGFIP à répondre aux différentes mobilisations qui vont voir le jour, à commencer par la journée Fonction publique du 10 octobre pour :

- Augmenter le pouvoir d'achat
- Préserver le statut
- Arrêter les suppressions d'emplois
- Stopper la démarche de l'ASR

A la lecture de nos liminaires, il nous est souvent répondu par les responsables administratifs qu'ils ont bien peu de poids et de latitude face aux réformes qui se succèdent à la DGFIP.

C'est sans doute vrai, mais ils sont en revanche libres de la manière dont ils les mettent en œuvre au plan local.

Pour preuve, à la DRFIP 44, la manière dont est conduit le projet de fermeture des trésoreries de Derval, Bouaye, Montoir et Mindin :

- une concertation tronquée aussi bien avec les élus que les agents,
- des informations parfois incomplètes (document de CT, analyse des plus édulcorées fournie à certains élus, ...)
- des agents qui n'ont pu anticiper la fermeture de leur service et sans perspective (que deviendront les trésoreries qu'ils vont rejoindre ?)
- un manque de considération pour les usagers non connectés et/ou fragiles,
- sans parler de l'habituel manque de fiches d'impact complètes et précises, de commissions immobilières permettant aux membres du CHSCT de prendre l'entière mesure de ces fermetures et d'élaborer un plan de prévention.

Pour preuve également, l'absence constante de volonté d'initier une véritable politique de prévention des RPS dans notre département. Les CHSCT et CT se succèdent et nous attendons toujours.

Aujourd'hui, tous les éléments existent pour un accroissement des Risques Psycho Sociaux. A l'aune des profondes mutations que notre administration risque de connaître, s'en remettre à la bonne volonté des uns et des autres ou croiser les doigts pour conjurer le sort ne peut plus suffire.



Le 10 octobre, toutes et tous en grève

A 10 h : Nantes (place du Commerce)

A 10 h : Saint-Nazaire (place de la gare)